HAL
open science

Le Liban entre mondialisation indirecte et crise syrienne

Fabrice Balanche

To cite this version:

Fabrice Balanche. Le Liban entre mondialisation indirecte et crise syrienne. Géosphères, Annales de Géographie de l'Université Saint-Joseph, 2013. halshs-03175750

HAL Id: halshs-03175750

https://shs.hal.science/halshs-03175750v1

Submitted on 21 Mar 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Géosphères
ANNALES DE GÉOGRAPHIE
Université Saint-Joseph, Beyrouth
Vol. 33-34, 2012-2013, ISSN 1729-6943

LE LIBAN ENTRE MONDIALISATION INDIRECTE ET CRISE SYRIENNE

FABRICE BALANCHE

La guerre civile en Syrie est rattrapée par la géopolitique régionale et internationale, tout comme le fut la guerre civile libanaise[1]. Le conflit entre dans sa quatrième année, avec déjà 150 000 morts, c'est-à-dire le même nombre de victimes que le Liban après 15 ans de guerre. La conférence de Genève 2 s'est achevée le 15 février 2014 par un échec annoncé. La diplomatie est dans l'impasse, les soutiens respectifs du régime de Bachar el Assad et de l'opposition ne semble pas prêt à négocier ni à cesser d'apporter leur aide financière et militaire aux deux camps. Dans ces conditions la crise syrienne ne peut que durer jusqu'à épuisement de l'un des adversaires, ce qui pourrait prendre plusieurs années. Les conséquences pour le Liban sont dramatiques, car il est en première ligne pour accueillir les réfugiés syriens. Il subit de plein fouet la crise économique régionale liée à la crise syrienne. L'implication des partis du 8 mars et du 14 mars dans le conflit accentue les clivages politico-communautaires au sein de la population libanaise, menaçant la stabilité du pays.

Le Liban a longtemps été un pays qui bénéficiait des erreurs de ses voisins, comme actuellement Dubaï[2]. Les nationalisations et le dirigisme économique de l'Égypte nassérienne, de la Syrie et de l'Irak baathistes ont contribué à faire fuir les entrepreneurs de ces pays vers le Liban, havre du libéralisme économique au Proche-Orient. Mais la guerre civile libanaise, puis la libéralisation économique de ces pays et le développement économique des pays du Golfe ont prisé le processus qui permit au pays du cèdre de devenir la « Suisse du Moyen-Orient »[3]. Pourtant Rafik Hariri,

---

[1] BALANCHE, Fabrice (2013), « Syrie : guerre civile et internationalisation du conflit », *Eurorient*, mai, Paris.

[2] Le développement économique de Dubaï est grandement lié au rigorisme saoudien, qui ne permet pas au royaume de profiter pleinement de son potentiel économique, et à l'embargo sur l'Iran.

[3] BALANCHE, Fabrice (2005), « Syrie-Liban : intégration régionale ou dilution ? », *Mappemonde*, sept.-oct., http ://www.mappemonde.mgm.fr/num7/art 05306.html.

lorsqu'il devint premier ministre en 1992, soutenait que le Liban pouvait retrouver la place qu'il détenait au Moyen-Orient avant la guerre civile. Avait-il conscience que le Moyen-Orient et le monde avaient changé ? Ce discours optimiste, élaboré dans l'euphorie du processus de paix israélo-arabe, avait-il vocation à être concrétisé ou bien s'agissait-il d'une simple opération de marketing pour promouvoir le futur centre-ville de Beyrouth, dont il avait obtenu la concession ? Je pense plutôt pour cette deuxième solution, car l'homme d'affaire libano-saoudien avait compris l'opportunité pour lui de placer le Liban et plus particulièrement Beyrouth sur le marché de la rente pétrolière indirecte.

La politique de reconstruction du Liban engagée par Rafic Hariri a donc sciemment recherché à favoriser les investissements du Golfe au Liban. Cela s'est traduit par une politique de libre échange qui a affaiblit le tissu productif libanais, industrie et agriculture, au lieu de le renforcer par une politique protectionniste[4]. Ce choix politique a durablement orienté l'économie libanaise vers le tourisme, l'immobilier et les services financiers, faisant du Liban une périphérie des pétromonarchies du Golfe, le nouveau centre économique du Moyen-Orient. De ce point de vue, la situation du Liban n'est guère différente du processus en cours à l'échelle du monde arabe, mais elle est accentuée par la petite taille du pays, dépourvu de ressources naturelles, et la faiblesse des institutions étatiques, incapables de résister aux pressions extérieures. Cette extraversion régionale de l'économie libanaise rend le pays très sensible aux aléas géopolitiques, comme c'est le cas aujourd'hui avec la crise syrienne.

La mondialisation directe et indirecte

Tout comme nous avons le concept de rente directe et de rente indirecte, à propos des revenus des hydrocarbures dans le monde arabe. Nous pouvons forger le concept de mondialisation directe et indirecte[5]. Ce concept s'applique à des pays qui sont intégré à la mondialisation par l'intermédiaires non pas leurs propres métropoles mais de pôles extérieurs. Ils participent donc au phénomène global sans que leur structure économique ne soit adaptée, sans espoir de s'intégrer véritablement dans la mondialisation, en raison notamment de blocages politiques internes et de la domination qui s'exerce à travers le renforcement du rapport centre-périphérie.

---

[4] CORM, Georges (2012), *Le Liban contemporain : histoire et société*, La Découverte.

[5] BALANCHE, Fabrice (2012), « Métropolisation et mondialisation : des facteurs de déstabilisation politique dans le monde arabe » (en espagnol), *Foro internacional*, février, Mexico.

Dans ces conditions, le pays en question ne profite pas des avantages de la mondialisation : affaiblissement de la structure productive, émigration du personnel qualifié, accaparement des richesses naturelles par les étrangers. Les métropoles du Proche-Orient, dont Beyrouth, se trouvent dans cette situation, leur intégration dans le réseau des métropoles mondiales est plus passive qu'active. La croissance économique reste liée au drainage des ressources nationales, aux investissements immobiliers internationaux et aux remises des émigrés. Pour que ces pays puissent participer directement à l'économie mondiale il faudrait qu'ils investissent dans la recherche développement, disposent d'une industrie manufacturière exportatrice et de services de haut niveau exportables. Le Liban possède le potentiel, en termes de capital humain, requis pour cela, mais les divisions politiques internes et l'insécurité régionale ne lui permettent pas de développer ces secteurs clés.

Le CCG domine les économies arabes

Le monde arabe est particulièrement marqué par la mondialisation indirecte en raison de son extrême dépendance vis-à-vis de la production d'hydrocarbures. Cela constitue une région économique particulière dominée par un centre qui a émergé au cours des trente dernières années seulement. Grâce à des excédents commerciaux aussi importants que ceux de la Chine, les six pays qui constituent le Conseil de Coopération du Golfe (Arabie Saoudite, Qatar, Émirats Arabes Unis, Koweït, Bahreïn et Oman) sont devenus les premiers investisseurs dans le reste du monde arabe depuis une dizaine d'années, distançant l'Union Européenne. Certes, le CCG investit davantage en Europe ou en Amérique du Nord que dans le monde arabe, mais ces quelque dizaines de milliards de dollars annuels constituent une manne financière énorme à l'échelle de leurs modestes économies. À ces investissements directs il faut ajouter les dizaines de milliards de dollars qui proviennent du Golfe via les remises des travailleurs émigrés. Cela représente officiellement plus de 30 % du PIB jordanien[6] et 25 % du PIB libanais[7]. Dans les autres pays arabes, il est difficile d'estimer le poids des remises des émigrés dans le PIB national car les statistiques manquent et ne ils prennent pas en compte les transferts officieux. En ce qui concerne l'Égypte, il est clair que ces transferts

[6] DE BEL AIR, Françoise (2003), « Migrations internationales et migrations en Jordanie », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 19, n° 3.
[7] ABI SAMRA, Marwan (2010), « L'émigration libanaise et son impact sur l'économie et le développement », *Cahiers des migrations internationales*, n° 105, Bureau International du Travail, Genève.

constituent la première source de devises[8] avant le canal de Suez et le tourisme.

La crise de 2008 a réduit les flux d'IDE en provenance de l'UE, Amérique du Nord et aussi du Golfe, mais depuis 2012, ils reprennent avec plus de vigueurs, malgré les troubles politiques[9]. Les investisseurs du Golfe sont moins frileux que les occidentaux, ils connaissent les pays, et dans certains d'entre eux, ils bénéficient d'appuis au sein des nouveaux pouvoir, c'est le cas de la Tunisie et du Qatar où Dyar Qatari est devenu un puissant investisseur, comparable à la France. Les investissements sont ciblés dans quelques domaines et dans les métropoles. C'est l'exportation du « Dubaï way of life » qui convient parfaitement aux classes supérieures des pays arabes, qui se détachent de plus en plus du modèle européen. À Beyrouth, la région Ile de France finance la réalisation d'une piste cyclable et autres projets de développement urbain durable pour un coût de quelques centaines de milliers d'euros[10], tandis que les sociétés du Golfe apportent des projets d'investissements immobiliers basés sur l'utilisation intensive de l'automobile pour plusieurs centaines de millions de dollars. Le même paradoxe se retrouve dans les autres pays arabes.

Les conséquences sur les pays arabes

Les pétromonarchies du Golfe ont créé un environnement favorable aux entrepreneurs[11]. Certes, ces derniers doivent se conformer à la rigueur de la loi islamique dans la plupart de ces pays et disposer d'un garant pour pouvoir exercer une activité professionnel, mais il demeure plus facile de fonder une société à Dubaï ou même en Arabie Saoudite qu'au Liban ou en Syrie, en raison de la corruption et/ou des blocages de la bureaucratie. Grâce aux revenus des hydrocarbures, les impôts et le coût des services sont faibles dans le Golfe. Le droit du travail dans le secteur privé est très souple puisqu'il ne concerne pratiquement que des étrangers. Cela génère un environnement favorable à l'entreprenariat expatrié, car les ressortissants locaux préfèrent vivre des rentes, à l'exception de quelques grands commerçants, notamment ceux liés aux familles régnantes.

---

[8] D'après la Banque centrale égyptienne, la moitié des remises des émigrés proviennent des pays du Conseil de Coopération du Golfe soit 5 milliards sur les 10 milliards de $ (en 2010).

[9] ANIMA (2013), *Les pays émergents investissent la Méditerranée : Bilan 2012 de l'attractivité des pays ME en matière d'investissement étranger*, étude n° 65, octobre, http://www.animaweb.org/uploads/bases/document/AIN_IDE_Partenariats-2012_ FINAL_ Fr.pdf.

[10] Projet de liaison douce Bois des pins Centre-ville, http://idf-beyrouth.com/?q=content/ projet-de-liaison-douce.

[11] CADÈNE, Philippe et DUMORTIER, Brigitte (2011), *Atlas des pays du Golfe*, PUPS.

Dans le reste du monde arabe, la base productive développée dans le cadre des économies protégées, que cela soit par le mode de développement autocentré (Syrie, Égypte, Algérie) ou de substitution aux importations (Tunisie, Jordanie) souffre en raison de son inadaptation à la division internationale du travail. Le phénomène est accentué par le phénomène de « mal hollandais »[12] lié aux transferts de capitaux des émigrés. Les industries locales sont donc pénalisées par les salaires trop élevés, en comparaison avec ceux pratiqués en Asie orientale, qu'elles doivent verser pour trouver de la main d'œuvre. La stratégie de sous-traitance vis-à-vis de l'Europe, basée sur une main d'œuvre non qualifiée, est également victime du succès des politiques d'éducation. En Jordanie, les zones franches industrielles peinent à recruter de la main d'œuvre locale car elle juge les salaires trop faibles par rapport au niveau de vie local et à son niveau d'éducation supposé. Car la généralisation rapide de l'enseignement supérieur produit des masses de diplômés inadaptés à l'économie moderne et qui n'ont, par conséquent, d'autres débouchés que la fonction publique[13]. Il faudrait aux économies arabes monter en gamme, vers des produits à plus haute valeur ajoutée, mais cette stratégie est compromise par la mauvaise qualité des études universitaires, l'absence d'investissements dans la recherche développement et la concurrence des pays du Nord. Les diplômés des établissements supérieurs de qualité sont donc naturellement attirés par le Golfe ou l'Occident, faute d'emplois sur place, mais aussi en raison des salaires versés ailleurs.

Il se produit donc une césure entre une minorité de la population, liée à l'économie du Golfe, qui capte la rente indirecte et le reste de la population rivée aux ressources locales, à travers des emplois exposés à la concurrence mondiale et donc fortement menacés. Entre l'Europe et l'Asie orientale, qu'elle peut donc être la place du monde arabe non pétrolier ? Si ce n'est de servir le Golfe ?

Le Liban au service du Golfe ?

La reconstruction du centre-ville de Beyrouth ne peut se comprendre à l'échelle libanaise, mais bien à celle du Moyen-Orient, dans le cadre de cette relation entre le Golfe et le reste du monde arabe. Beyrouth fut sans doute la première métropole de la région à entrer dans la sphère de Ryad,

---

[12] Le « mal hollandais » ou « dutch desease » est une surévaluation artificielle du niveau de vie d'un pays, liée à la présence d'une rente, qui gêne la compétitivité des entreprises locales.

[13] BASHSHUR, Mounir, COURBAGE, Youssef et LABAKI, Boutros (dir.) (2006), *L'enseignement supérieur dans le monde arabe, une question de niveau*, Beyrouth, IFPO, 214 p.

Doha ou Dubaï. Le plan suivi par Rafik Hariri pour reconstruire Beyrouth a simplement consisté à plaquer sur le tissu urbain préexistant, mais malmené par quinze années de destruction liées à la guerre, une nouvelle ville en décalage complet avec l'organisation urbaine méditerranéenne puisqu'il s'agit du modèle Dubaï. Le plan de Rafic Hariri met en valeur plusieurs zones privilégiées, le centre-ville, la corniche, Ras Beyrouth, etc. reliées entre elles et à l'aéroport international par des autoroutes urbaines, offrant peu de connexions avec le reste de la ville afin qu'elles ne soient pas surchargées par le trafic. Car pour vendre un luxueux appartement au centre-ville de Beyrouth à un ressortissant du Golfe, il faut qu'il soit accessible en moins de trente minutes de l'aéroport, sans quoi le bénéfice d'un week-end à Beyrouth serait perdu[14]. Ce mode de vie urbain, basé sur le tout voiture, qui se conçoit dans les pays du Golfe, où l'espace est quasi illimité et l'énergie bon marché, n'est pas adapté à Beyrouth, ville méditerranéenne à l'habitat dense limitée dans son extension par le relief et la rareté du foncier disponible, sans oublier que le coût de l'énergie n'est pas le même au Liban qu'aux Émirats Arabes Unis.

Si Beyrouth fut pionnière dans l'adoption du modèle urbain de Dubaï, elle a fait des émules puisqu'Amman connaît le même processus sous la direction précisément de Solidère, en charge de la construction du nouveau centre-ville Abdali. Le « Caire 2050 » présenté par Hosni Moubarak en 2010, visait également à transformer le Caire sur le modèle des métropoles du Golfe. Les grandes sociétés immobilières du Qatar (Dyar Qatari) et des EAU (Emaar Invest) sont d'ailleurs très investies dans ce projet égyptien. Elles sont également présentes au Maghreb avec « La marina » de Casablanca et « Les berges du lacs » à Tunis[15]. Même Bachar el Assad a succombé au charme des sociétés immobilières du Golfe des permis d'investissement dans le tourisme et le luxe, pendant ce temps aucun plan directeur n'a été établi pour juguler la croissance des quartiers informels.

Après le retrait des troupes syriennes en 2005, le Liban a connu un boom immobilier sans précédent, mais davantage lié aux investissements des expatriés libanais qu'aux investisseurs du Golfe. Ces derniers sont venus à Beyrouth, mais leur intérêt pour la capitale libanaise est finalement limité. Seul une dizaine d'immeubles du centre-ville, sur un total de 400, appartiennent à des investisseurs du Golfe. Ils n'aiment pas investir dans le périmètre de Solidère, car la société impose des contraintes architecturales qu'ils refusent. Par ailleurs l'Europe, où les prix de l'immobilier se sont effondrés avec la crise de 2008, offre plus d'opportunités. Beaucoup

---

[14] BALANCHE, Fabrice (2012), « The Reconstruction of Lebanon or the Racketeering Rule », in KNUDSEN, Are & KERR, Michael, *Lebanon after the Cedar Revolution*, Hurst, London.

[15] BARTHEL PERRE, Arnaud (2006), « Les berges du lac de Tunis : une nouvelle frontière dans la ville ? », *Cahiers de la Méditerranée*, 73, 107-127.

d'investisseurs du Golfe ont fait de mauvaises affaires à Beyrouth, car ils ne parviennent pas à revendre les immeubles qu'ils ont achetés fort chers pensant effectuer une rapide plus-value[16]. Le fait d'avoir besoin d'un décret ministériel pour chaque projet immobilier décourage les investisseurs étrangers, à moins qu'ils ne réussissent à s'associer à un libanais puissant, comme c'est le cas pour Le Marina Tower, où les investisseurs saoudiens sont associés avec Mohamed Safadi, ancien ministre, membre du 14 mars. En fait l'essentiel des projets sont financés par des libanais selon une formule immuable : un immeuble de dix à vingt appartements, dont deux sont réservés aux investisseurs et le reste pour les libanais de la diaspora, la principale clientèle. Cette opération procure 10 à 15 % de profits en moyenne, ce qui est trop faible pour attirer les promoteurs du Golfe. Nous restons au Liban, dans une logique de réseaux pour la construction et la vente. L'immobilier libanais n'est pas spéculatif mais résidentiel ou refuge. Cela explique pourquoi il ne s'est pas écroulé en 2008 comme ailleurs. Il sert également d'amortisseur aux dépôts bancaires, ces derniers sont passés de 75 milliards en 2009 à 95 milliards de dollars en 2010[17].

Les banques libanaises ne sont pas des banques régionales, mais domestiques qui accompagnent leurs clients à l'étranger : 85 % des profits sont réalisés au Liban. Les Libanais ont confiance dans leurs banques, comme en témoigne l'augmentation des dépôts bancaires depuis 2008, dans un contexte de crise financière mondiale. En février 2005, après l'assassinat de Rafik Hariri, les retraits bancaires furent limités à 5 % des dépôts, durant la guerre de l'été 2006, il n'y eu que 3 % de retrait et en janvier 2011, après la chute du gouvernement Hariri, seulement 1 %. Le secret bancaire et les taux d'intérêt élevés (2,7 % en dollar et 6 % en livres libanaises) attirent les économies de la diaspora. Les dépôts sont sécurisés : 25 % dans la dette publique, rémunérée à 5 % et 42 % sont gelés à la Banque centrale tandis que les prêts au secteur privé ne représentent que 33 % des dépôts[18]. La faible exposition des banques libanaises au secteur privé limite les risques de faillite. En revanche, elles sont dépendantes de la stabilité de la Livre Libanaise par leur financement de la dette publique[19]. La bourse de Beyrouth ne constitue pas un lieu d'investissement des capitaux libanais ni étranger du reste. Elle ne comporte qu'une douzaine de sociétés cotées, dont la plus importante

[16] Entretien avec Guillaume Boudisseau, consultant en immobilier, Beyrouth, décembre 2011.

[17] Entretien avec Joseph Gémayel, doyen de la faculté d'économie, Université Saint-Joseph, décembre 2011.

[18] Entretien avec Nassib Ghobril, directeur des études à la Byblos Banque, décembre 2011.

[19] La dette de l'État libanais était de 63,4 milliards de dollars fin 2013. Elle s'accroît de 3 à 4 milliards chaque année en raison du déficit budgétaire chronique.

est Solidère. La variation des cours dépend de la politique et non des résultats des entreprises, ce qui les rend peu attractives.

Le Liban n'est donc pas une place privilégiée par les investisseurs du Golfe. L'essentiel des IDE proviennent en fait de la diaspora libanaise. Il n'a pas réussi non plus à émerger comme place financière au Moyen-Orient. Le secteur touristique est volatile en raison de la situation géopolitique, finalement le Liban ne peut compter que sur sa diaspora qui représente la majorité des « touristes » du pays. Ce sont les familles d'expatriés, plus que les touristes du Golfe, qui apportent des devises au Liban durant la saison estivale et les différentes fêtes qui attirent des centaines de milliers de touristes. Mais le Liban n'est pas pour autant indépendant des pétromonarchies du Golfe puisqu'il s'agit de la destination la plus prisée par la main d'œuvre émigrée depuis plus de vingt ans. À travers cette diaspora, l'influence culturelle du Golfe se répand au Liban, le mode de vie méditerranéen fait place à Beyrouth à « l'islamo-consumérisme », de la mode vestimentaire à l'architecture. C'est donc bien une mondialisation indirecte qui s'opère au Liban grâce à sa diaspora, qui demeure son principal atout économique.

Le Liban ne peut ignorer la réalité régionale

Le mythe d'un pays intégré dans la mondialisation et par conséquent potentiellement indépendant de son environnement régional est un leurre. Il parait difficile de développer au Liban un modèle économique *off shore*, comparable à celui de la République de Chypre avant son intégration dans l'Union Européenne. La crise syrienne rappelle que le devenir du Liban est étroitement lié à la géopolitique régionale. La prolongation de la crise syrienne est le pire des scénarios pour le Liban. Le million de réfugiés est pris en charge par la communauté internationale, l'impact économique sur le Liban est donc limité. En revanche, les conséquences politiques sont lourdes sur un pays qui craint le syndrome palestinien à leur égard. Leur installation durable au Liban bouleverse le fragile équilibre confessionnel au profit des sunnites. Pour l'instant, il ne semble pas que les réfugiés syriens soient impliqués dans les attentats qui frappent les fiefs chiites du pays, mais un dérapage n'est pas à exclure ; on se souvient des attaques dont furent victimes les ouvriers syriens après l'assassinat de Rafic Hariri en février 2005[20]. La crise en Syrie sape la confiance des investisseurs dans le pays, y compris les Libanais, qui repoussent désormais leurs projets. Certains sont repartis dans le Golfe pour profiter de la reprise économique,

[20] KHALIFEH, Paul (2005), « Les agressions contre les ouvriers syriens se multiplient », *Radio France Internationale*, 23 février, http://www1.rfi.fr/actufr/articles/062/article_34281.asp.

abandonnant leurs projets au Liban[21], ce qui accentue la contraction de l'économie.

La crise syrienne pèse sur les communications du Liban avec le reste du monde arabe puisque le flux de marchandises terrestres est quasi interrompu. Les exportations libanaises vers le Golfe et la Jordanie sont donc limitées par le coût prohibitif du transport par bateau et surtout l'impossibilité de suivre l'exemple turc, dont les camions à destination du Golfe sont chargés à Adana pour le port israélien d'Haïfa avant de gagner la Jordanie[22]. L'activité de transit des ports libanais est donc tout autant affectée par la guerre civile que les ports syriens puisque les relations avec l'hinterland arabe sont coupées. Cependant cela n'a pas conduit à un effondrement du trafic, car l'essentiel du mouvement des ports de Beyrouth et Tripoli est lié au marché national. Le Liban ne constitue pas un hub portuaire pour le Moyen-Orient. Les conflits et les fermetures récurrentes de la frontière syrienne avec ses voisins ont détourné depuis des décennies les routes maritimes de la façade levantine au profit du canal de Suez et du Golfe persique[23].

Le Liban est étroitement tributaire de la géopolitique régionale, même s'il existe un consensus international pour éviter que le pays du Cèdre ne bascule de nouveau dans la guerre civile. Son destin est lié est à la permanence du conflit israélo-arabe et à l'opposition entre l'Iran et l'Arabie Saoudite, dont la prolongation de la guerre civile syrienne est une conséquence directe. Malgré le réchauffement des relations entre les Etats-Unis et l'Iran, ce dernier se prépare à un long conflit avec l'Arabie Saoudite. Les deux puissances régionales ont les moyens financiers de soutenir leur politique par alliés locaux interposés. Le Liban bénéficie donc d'une nouvelle rente stratégique à travers le financement des acteurs politiques par ces puissances étrangères, ce qui contribue à l'économie réelle. Cette nouvelle ressource est également beaucoup mieux répartie dans la population, puisque les miliciens se recrutent davantage dans les classes populaires que dans la bourgeoisie. Cependant cette économie de guerre n'est pas sans danger pour la stabilité du pays.

---

[21] Entretien à Beyrouth avec un ingénieur civil libanais travaillant dans le Golfe, avril 2011.

[22] SCHMIL, Daniel (2013), « Les camions arabes passent par Haïfa », *Le courrier international*, 21 mai, http://www.courrierinternational.com/article/2013/05/21/les-camions-arabes-passent-par-haifa.

[23] ROZELIER, Murielle (2012), « Le Liban en marge des axes stratégiques régionaux », *Le commerce du Levant*, février, http://www.lecommercedulevant.com/node/20164.

Figure 1.

Figure 2.